



# Le petit rapport'eure

Le journal de la section  
de l'Eure



Journal d'information des Finances Publiques -  
CGT Finances Publiques  
cgt.ddfip27@dgfip.finances.gouv.fr  
Site internet :  
<http://www.financespubliques.cgt.fr/27/>

N° 47

Décembre 2020

La CGT Finances Publiques 27 a décidé de boycotter le CTL du 8 décembre pour des motifs analogues à celui du 26 novembre (cf Petit Rapport'Eure n°46).

Tout comme le précédent, il s'agit pour la direction locale d'entériner le second acte du NRP dans notre département avec les funestes conséquences qui commencent à se faire jour auprès des agents.

Pour la CGT Finances Publiques, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public doivent être tout simplement abandonnées, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire!

Le directeur, lui, s'obstine dans son entreprise de démolition des conditions de travail et de vie des agents, de nos droits et garanties, des moyens nécessaires à une réalisation correcte de l'ensemble de nos missions de service public. La mise en place d'un SDIF sur Louviers où encore la fusion au 15/03 sur la résidence d'Evreux des 5 SPF en est la triste illustration. Ainsi, ce sont les agents du SPF de Pont-Audemer (il faut comprendre des 2 SPF puisque le SPF de Bernay est déjà sur la résidence de Pont-Audemer) qui feront les frais de la politique de notre cher directeur. Après avoir lui-même écrit que le travail à distance sur le site serait maintenu, il se renie en déclarant, dans une réunion avec les chefs de services des SPF, qu'il n'y aura pas de travail à distance mais du télétravail (au maximum 3 jours par semaine).

## Le NRP arme de destruction massive des nouvelles suppressions d'emplois:

Le comité technique de réseau du 9 décembre compte entériner, notamment, les nouvelles suppressions d'emplois au sein de notre administration. La loi de finances pour 2021 prévoit ainsi 1800 nouvelles suppressions nettes d'emplois à la DGFIP sur les 2163 suppressions ministérielles.

	PLF2011	PLF2012	PLF2013	PLF2014	PLF2015	PLF2016	PLF2017	PLF2018	PLF2019	PLF2020	PLF2021
national	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600	2130	1500	1800
eure	14	20	13	14	15	17	21	25	24	8	14

Déclinaison locale:

Idiv HC	Idiv CN	A	B	B géo	C
-3	-3	-1	-4	-1	-2

## **Précarisation à la DGFIP:**

Les suppressions d'emplois, le NRP, la démétropolisation, la fin des CAP Locales de mutations, les lignes directrices de gestion, à cette longue liste non exhaustive s'ajoute la contractualisation à la DGFIP.

La DG l'a annoncé cet été avec une campagne de recrutement (via pôle emploi, le bon coin,...) pour l'ensemble des directions à hauteur de 219 emplois C, 27 B et 24 A. La durée des contrats pourra aller de 1 à 3 ans et renouvelable une fois. Également 300 directeurs venant d'autres ministères ou du privé sont en cours de recrutement.

3 personnes viennent d'être recrutées dans ces conditions dans notre département.

Ces recrutements interviennent alors que la liste complémentaire au concours d'agent C n'a pas été appelée en totalité, que des collègues sont en attente de mutation et tout cela dans un contexte de suppressions d'emploi de fonctionnaires.

Il s'agit d'un mépris envers le concours de la fonction publique avec l'embauche de contractuels sur tout type de poste occupés normalement par des fonctionnaires titulaires sous statut. Le concours assure l'égalité d'accès à l'emploi public (principe républicain), là ce sont des embauches qui feront toujours planer le doute quant aux critères de recrutement.

Ces contractuels seront forcément moins bien rémunérés, toujours dans l'angoisse de ne pas voir leurs contrats renouvelés et donc plus facilement corvéables. Il n'y a pour eux aucune perspective de carrière ou d'embauche! Demain devront donc collaborer des agents aux droits différents, bonjour les collectifs de travail!

Ces propos ne sont aucunement des attaques envers ces personnes qui sont candidates et peuvent postuler légitimement à ces emplois mais le constat est amer puisque la CGT se bat depuis plusieurs années pour la titularisation des quelque 1 million de précaires sans statut dans la fonction publique et que la DGFIP se lance avec détermination dans le recrutement de contractuels!

Alors que notre administration présente cela comme la possibilité de combler une partie des vacances (à qui la faute?), **la CGT dénonce une volonté politique profonde de casser la fonction publique et son statut pour y intégrer massivement des emplois privés, à l'image de ce qui s'est réalisé il y a quelques années à la Poste ou encore chez France Telecom (loi dite de transformation de la fonction publique).**

Début janvier, un CTL doit donc décliner les 14 suppressions d'emploi. Dans ce contexte, la CGTFP travaillera avec les autres organisations syndicales de notre département pour préparer une riposte à ces attaques (lignes directrices de gestion, suppressions d'emplois, NRP, rémunération au mérite, démétropolisation, développement des postes à profil et des contractuels...).

***La crise sanitaire, qui risque de durer, ne doit en aucun cas restreindre notre liberté de revendiquer d'autant plus que la DG depuis mars 2020 n'a cessé d'avancer sur tous les chantiers, le DG lui-même déclarant récemment «que la contestation avait eu lieu et que le temps était à la mise en œuvre des réformes». Pour la CGT la contestation est loin d'être terminée, d'autant plus que le fond n'a jamais été débattu.***

***Le confinement ne doit pas être celui de nos esprits. Ne nous laissons pas faire, nous avons la capacité de faire reculer la DG en nous mobilisant tous. C'est cela que nous devons mettre en place dès janvier par une action de mobilisation!***